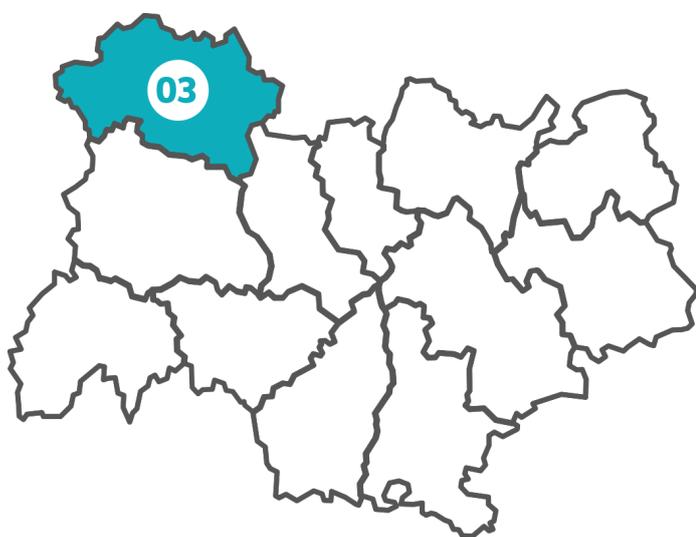




Département de l'ALLIER (03)

Portrait de territoire

Éléments conjoncturels et socio-économiques



Porte naturelle entre le nord et le sud de la France, l'Allier est l'un des départements les moins densément peuplés de France et dont la population baisse légèrement. La proportion de seniors est élevée, et le solde naturel est négatif. Les effectifs salariés ont évolué par rapport à la situation d'avant crise. Malgré la désindustrialisation, il demeure néanmoins des activités industrielles dynamiques : la métallurgie, la fonderie, l'aéronautique – électromécanique. C'est aussi un territoire très contrasté où l'on trouve un secteur agricole important, un emploi tertiaire en développement et une activité touristique tournée vers le thermalisme.

La population

337 170
Habitants

- 1,8%

Evolution de la population
(entre 2013 et 2018)

29%

Part des moins
de 30 ans

Indicateurs	Allier	Auvergne-Rhône-Alpes
Population totale	337 171	7 994 459
Evolution de la population entre 2013 et 2018	-1,8%	+3,1%
Contribution du solde migratoire à l'évolution de la population	+0,1%	+1,3%
Contribution du solde naturel à l'évolution de la population	-1,9%	+1,8%
Densité de population (hab / km²)	46	113
Poids des 60 ans et plus parmi la population	35%	26%
Poids des moins de 30 ans parmi la population	29%	36%
Poids des foyers concernés par une prestation CAF	42%	47%
Poids des ménages bénéficiaires d'aides au logement	20%	22%
Part de familles monoparentales	14%	14%
Revenu fiscal moyen par foyer	21 761 €	27 422 €
Population active (15-64 ans)	141 816	3 742 054
Taux d'emploi parmi la population (15-64 ans)	63%	67%
Taux d'emploi parmi les jeunes (15-24 ans)	35%	32%
Taux d'emploi parmi les seniors (55-64 ans)	45%	52%
Taux d'emploi parmi les femmes	61%	64%

L'emploi salarié

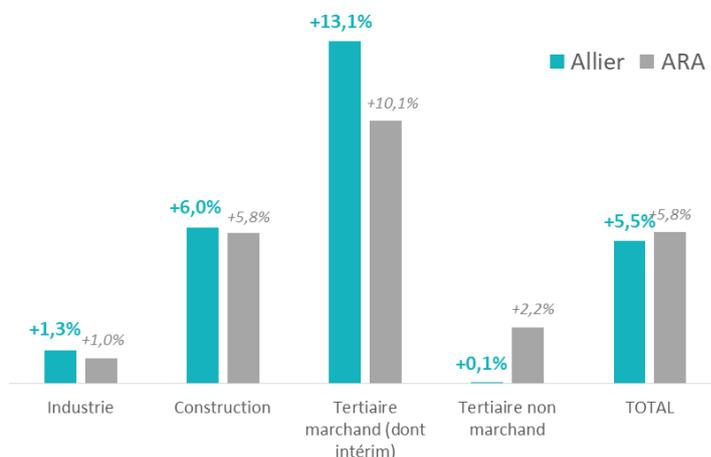
112 580
Salariés

+ 5,5%

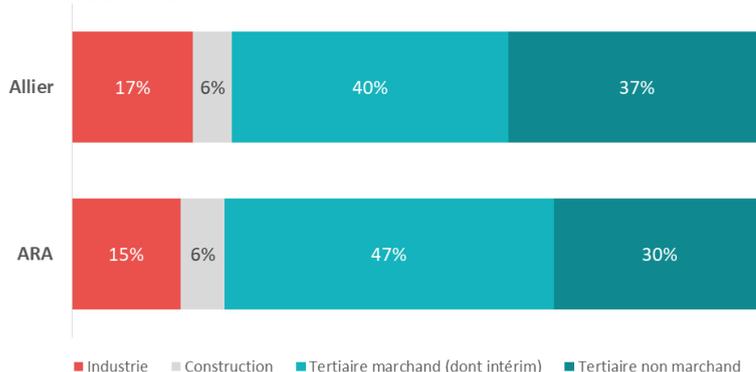
Evolution par rapport au niveau d'avant-crise

(Source INSEE 2021)

Evolution de l'emploi salarié par rapport au niveau d'avant-crise, par secteur :



Répartition sectorielle des salariés :



Top 20 des activités :

(Effectifs salariés, source ACOSS)

Nombre de salariés en 2021	Allier
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	8 898
Travaux de construction spécialisés	4 680
Action sociale sans hébergement	3 513
Activités liées à l'emploi	3 255
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	2 946
Industries alimentaires	2 942
Transports terrestres et transport par conduites	2 914
Restauration	2 843
Hébergement médico-social et social	2 769
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	2 199
Activités pour la santé humaine	2 123
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	1 819
Industrie du cuir et de la chaussure	1 684
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	1 412
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	1 348
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1 281
Autres services personnels	1 251
Industrie chimique	1 069
Métallurgie	1 034
Activités juridiques et comptables	1 025

Les embauches (plus d'un mois, hors intérim)

(DPAE – cumul d'octobre 2021 à septembre 2022)

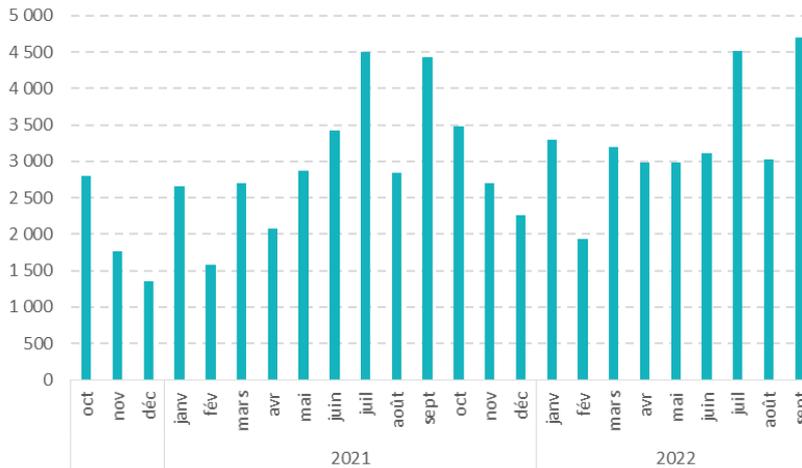
38 200

DPAE

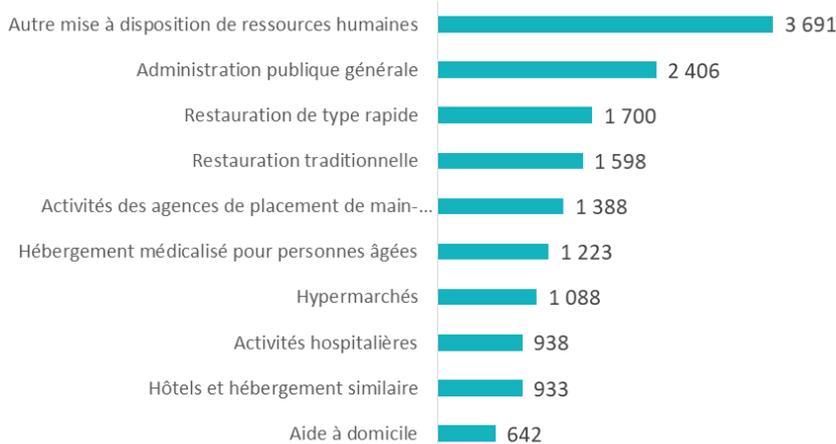
(plus d'un mois, hors intérim)

+ 15,7%

sur un an



Les dix secteurs les plus recruteurs
(contrats de plus d'un mois, hors intérim)



Les offres enregistrées par Pôle emploi

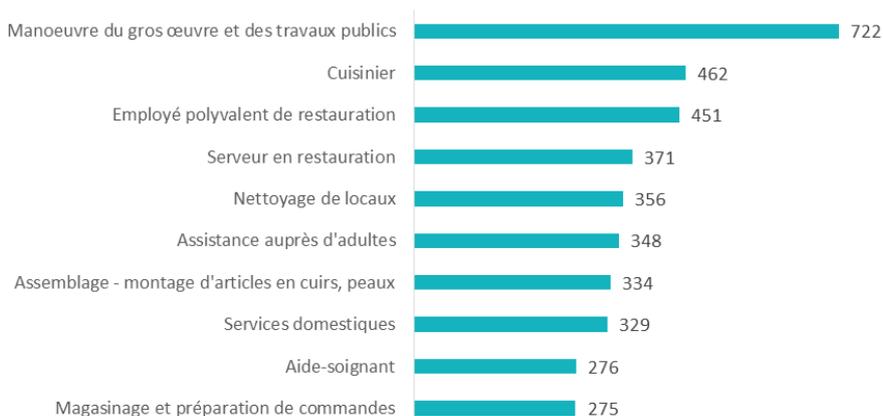
(Cumul d'octobre 2021 à septembre 2022)

14 460
Offres collectées

+24,4%
sur un an

		Offres enregistrées (Cumul sur 12 mois)	%
"Emploi durable"	CDI	5 626	39%
	CDD plus de 12 mois	452	3%
	CDD de 7 à 12 mois	1 348	9%
"Emploi temporaire"	CDD de 4 à 6 mois	2 218	15%
	CDD de 1 à 3 mois	2 147	15%
	Mission plus de 1 mois	1 526	11%
"Emploi occasionnel"	CDD moins d'1 mois	303	2%
	Mission moins d'1 mois	841	6%
TOTAL		14 461	100%

Les dix métiers les plus recherchés par les employeurs :



Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

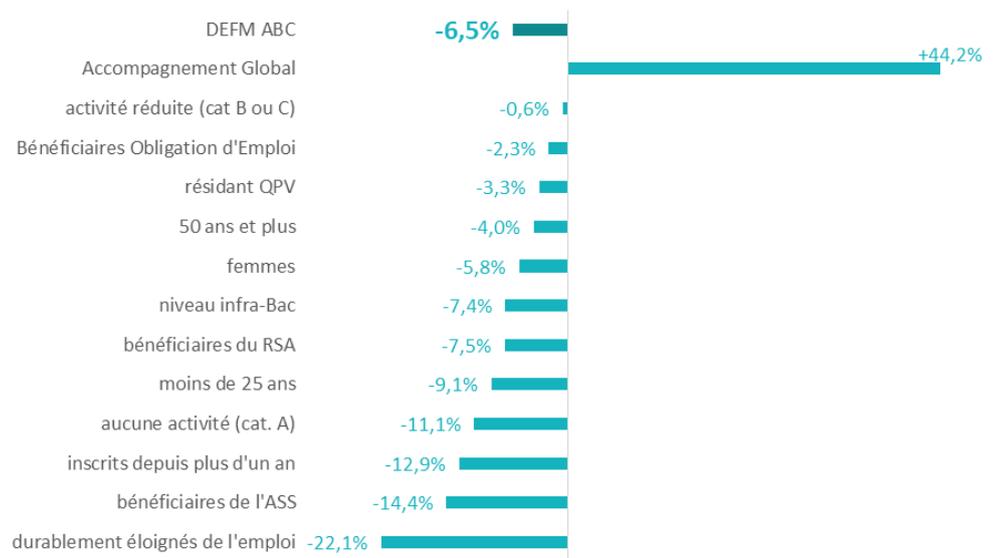
(à fin septembre 2022)

25 880
DEFM ABC

- 6,5%
sur un an

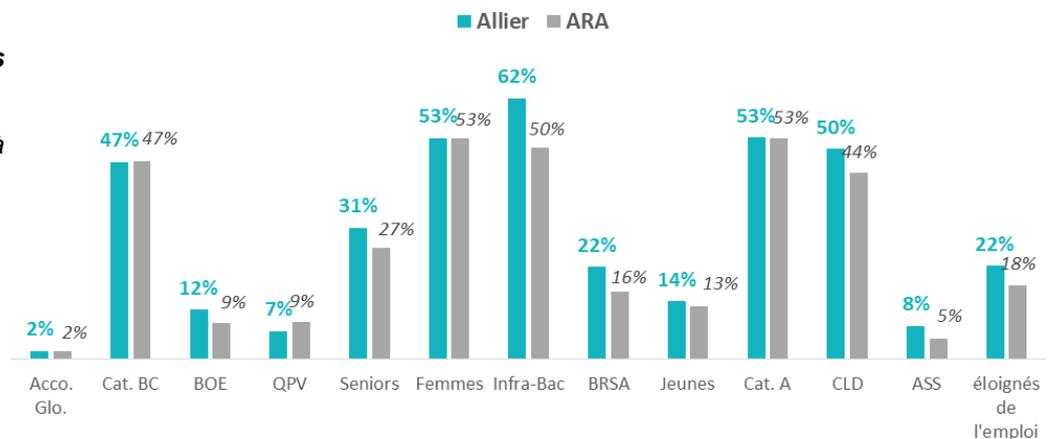
	Allier			Pour comparaison : ARA	
	sept-22	Poids public dans demande d'emploi	Evol / a-1	Poids public dans demande d'emploi	Evol / a-1
DEFM ABC	25 875	100%	-6,5%	100%	-7,0%
Accompagnement Global	489	2%	+44,2%	2%	+4,6%
activité réduite (cat B ou C)	12 168	47%	-0,6%	47%	+0,5%
Bénéficiaires Obligation d'Emploi	3 032	12%	-2,3%	9%	-7,4%
résidant QPV	1 710	7%	-3,3%	9%	-8,2%
50 ans et plus	8 114	31%	-4,0%	27%	-5,2%
femmes	13 684	53%	-5,8%	53%	-6,5%
niveau infra-Bac	16 101	62%	-7,4%	50%	-8,1%
bénéficiaires du RSA	5 691	22%	-7,5%	16%	-8,3%
moins de 25 ans	3 553	14%	-9,1%	13%	-8,1%
aucune activité (cat. A)	13 707	53%	-11,1%	53%	-12,8%
inscrits depuis plus d'un an	12 990	50%	-12,9%	44%	-13,9%
bénéficiaires de l'ASS	2 045	8%	-14,4%	5%	-16,7%
durablement éloignés de l'emploi	5 755	22%	-22,1%	18%	-24,7%

Evolution annuelle de la demande d'emploi, par typologie de public

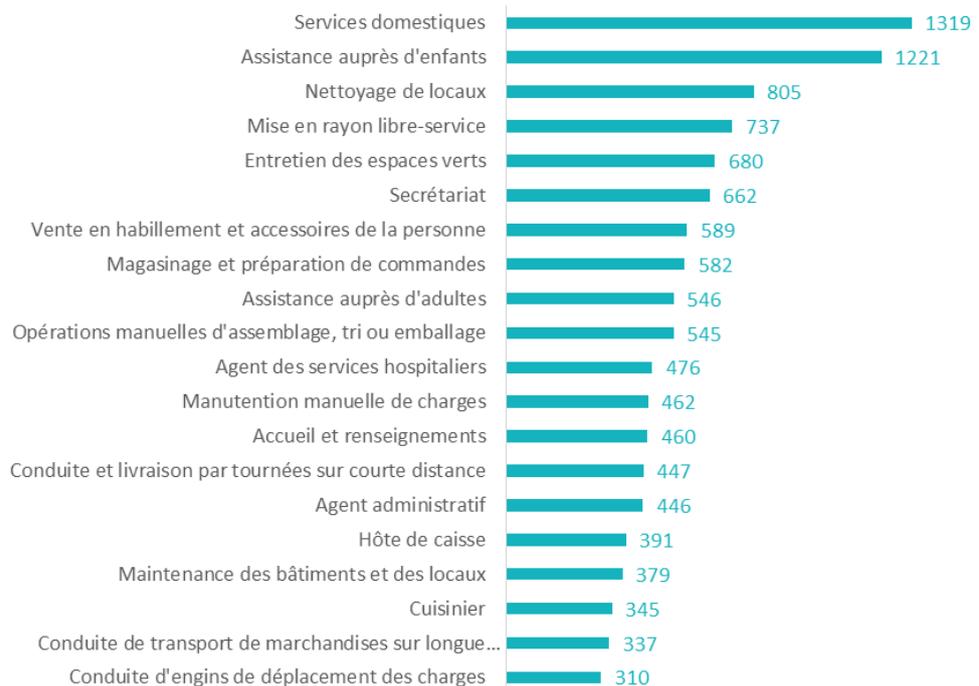


Poids des publics spécifiques dans la demande d'emploi

Surreprésentation (par rapport à la moyenne régionale) : BOE, seniors, infra-bac, CLD, BRSA, ASS, éloignés de l'emploi

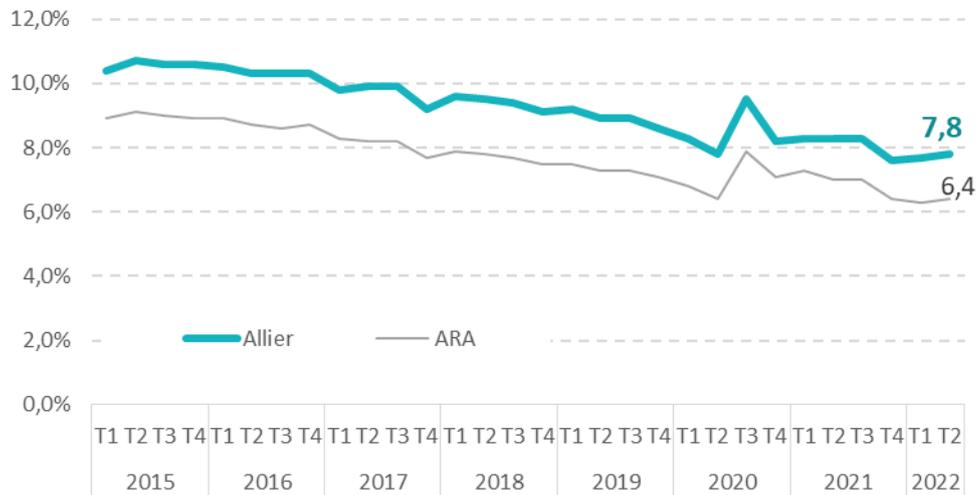


Les 20 métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi

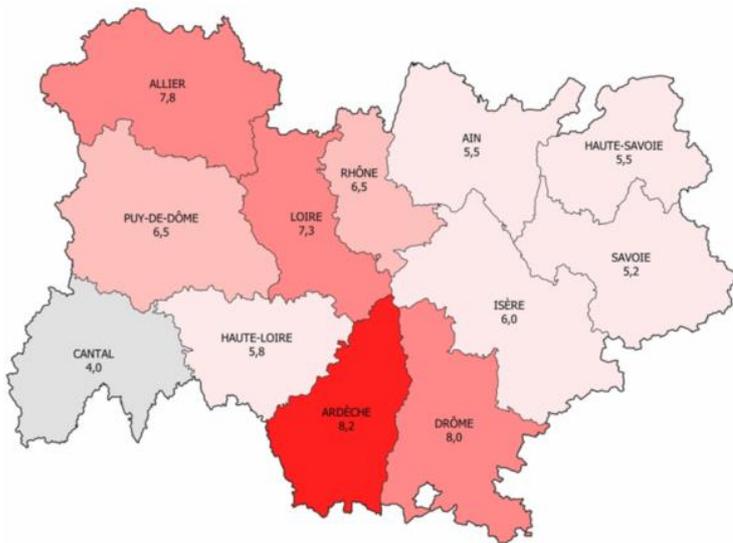


Le taux de chômage (au sens INSEE / BIT)

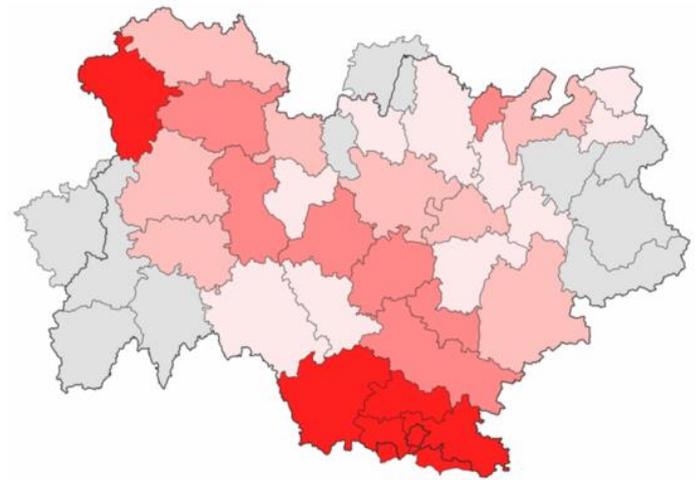
A fin juin 2022 – Source INSEE



Taux de chômage au 2ème trimestre 2022



Par département



Par zone d'emploi

RAPPEL : Le taux de chômage n'est pas calculé à partir du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Le taux de chômage donne la proportion de chômeurs (au sens du Bureau International du Travail - BIT) parmi la population active. Il est calculé trimestriellement par l'INSEE, à partir de l'enquête Emploi. Il est déclinable jusqu'au niveau des zones d'emploi.

Le nombre de chômeurs (en sens du BIT) et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à Pôle emploi ne coïncident pas : par exemple, un chômeur au sens du BIT non inscrit à Pôle emploi n'est pas comptabilisé comme un demandeur d'emploi.

Les volumes de demandeur d'emploi inscrits à Pôle emploi, **communiqués mensuellement par Pôle emploi**, correspondent à l'exploitation de données administratives, consolidées nationalement.